Éditorial de l'infolettre SignalÉthique de juillet 2026

Ce qui est particulièrement troublant, ces derniers temps, c'est l'apparente inefficience des arguments rationnels face à toutes sortes d'opinions infondées, délirantes, voire au service d'abus caractérisés : une fraudeuse avérée ayant détourné de l'argent public pour financer son parti vient-elle à profiter du jour où elle est condamnée en appel pour communiquer dans les médias sa candidature à la présidentielle ?

Non seulement cela ne pose aucun problème mais les enquêtes d'opinion semblent aussitôt souligner que c'était un choix stratégique : après la décision de la cheffe du RN, le premier sondage atteste en effet que celle-ci gagnerait face à Edouard Philippe avec 10 points d'avance... et 60 points d'écart face à Jean-Luc Mélenchon. Certes les sondages sont une photographie toute approximative, tendancieuse et volatile de l'opinion. Mais la même semaine, tandis que le parlement votait une sorte de permis de tuer pour la police « présumée en état de légitime défense", s'affirmait donc un permis de malversation pour certaines personnes manifestement plus égales que les autres.

Il faut sans doute considérer avec attention les ressorts qui continuent de faire bondir le vote RN malgré tant de condamnations? Il y a quelque chose relève d'un mode de *persuasion populiste*, aussi efficace qu'une affirmation de puissance sportive, et qui conduit à l'acclamation collective d'une performance : pour une frange importante de l'opinion, la cheffe du RN est au fond moins perçue comme répréhensible mais comme victime de « l'Etat profond ». Non pas comme une escroquerie politique mais comme une mère courage qui ne se laisse pas faire. De l'arnaque avérée soustrayant de l'argent public ? Non, du panache et de intelligence stratégique face à des juges rouges. Il ne s'agit pas seulement de contre-récits ou de "vérités alternatives" pour reprendre l'expression de Donald Trump. Il y a peut-être quelque chose comme une sorte de *décompensation psychique collective*, à savoir une crise marquant l'effondrement des mécanismes de défense habituels face à une situation affective nouvelle et insupportable. Précisons : à force de révélations sur les profils Fillon, Sarkozy, Cahuzac ou Ferrand, sur fond du déversoir quotidien d'infos frelatées et anxiogènes, une authentique paranoïa collective conduit des masses d'individus à envisager que les méchants ne sont pas ceux qui sont punis par la loi mais ceux qui les jugent.

Ainsi Marine Le Pen réussit le tour de force d'apparaître, aux yeux de millions de personnes, plutôt obstinée et combattive que coupable et abusive. Le vote de la loi « permis de tuer » intervient la même semaine et va dans le même sens que ce qu'indiquent les sondages. Il raconte comment les plus nantis et une partie de la classe moyenne s'emploient à être « sécurisés » quelle que soit la brutalité de la protection que cela implique. Dans une pure logique d'escalade, les forces de l'ordre semblent

de plus en plus mandatées pour montrer qu'ils savent faire preuve d'une sévérité radicale et même létale s'il le faut.

Sur fond d'une violence sociale qui accable plus de 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, le gouvernement actuel s'emploie à donner toujours plus de gages à la partie la plus droitière de la population. Qu'importe si les chiffres de la récidive indiquent que le tout répressif ne conduit qu'à faire monter la violence et l'exclusion. Inutile également de considérer ce qui conduit selon les classes d'âge, entre 65 et 75 % des prisonniers à retourner derrière les barreaux. Dans une séquence qui rappelle de plus en plus l'alliance des grandes fortunes avec l'extrême droite des années 1930, la priorité de la majorité des parlementaires semble être d'empêcher coûte que coûte toute volonté de mieux partager le gâteau et de maintenir les privilèges de la très haute bourgeoisie.

Il ne faut pourtant pas sous-estimer les ressorts du vote d'extrême droite non seulement chez les retraités mais chez les classes moyennes reléguées qui, en butte aux incivilités, pensent manifestement les résorber avec un pouvoir encore plus répressif. Il faut rappeler qu'un tiers des 350 000 personnes qui vivent dans la rue sont d'anciens détenus que la société n'a pas su réinsérer. L'éducation est invoquée partout comme une fermeté qui fait défaut, comme l'urgence de fixer des limites permettant la liberté collective. Mais comment soutenir l'éducation civique si la fraude et le mensonge sont avérés parmi ceux qui ont été au sommet de l'Etat ou aspirent à le devenir ?

Aujourd'hui, l'opinion est suralimentée par une idéologie qui découpe le réel entre « parasites et producteurs », comme le met en lumière Michel Feher. Ce sont des millions d'individus qui semblent ainsi rallier une "vision" aussi simple à énoncer que les trois couleurs du drapeau. Qu'est-ce qu'il y a d'important martèle le RN ? Inutile de trop inventer : le travail, la famille, la patrie. Simple.

Il y a cette croyance conquérante qu'en tapant plus dur sur les précaires on va les faire entrer dans le rang ou les faire disparaître derrière les barreaux. Il y a aussi une réaction massive à la mondialisation libérale qui plaidait un "no-limite" économique. Pas besoin d'être de la droite radicale pour contester le dumping fiscal rendu possible par les traités de libre-échange. Mais la droite populiste sait l'utiliser sans scrupule. Il faudra sans aucun doute continuer de rappeler que les immigrés ne "volent" pas les emplois en tension en réparant les routes ou en travaillant dans les cuisines des restaurants ou les EHPAD. Il faudra inlassablement montrer ce ne sont pas ces métiers-là qui sont souhaitées par les parents des jeunes qui font des études et qui souhaitent eux-mêmes autre chose. Cela sera d'autant plus difficile qu'il y a manifestement une part passionnelle, régressive, contre laquelle il est difficile d'argumenter même s'il faut assurément continuer de le faire.

Une jeune "influenceuse" vient d'écrire sur les réseaux : "j'échange toute l'équipe de France contre un vol en charter en Afrique" pour dire sa détestation d'une équipe trop

colorée à son goût. Ce n’est pas un skinhead enivré sortant d’un match de foot qui écrit ça, mais une jeune femme bon chic bon genre. Comme l’a montré la réélection de Donald Trump, il existe des déterminismes qui ne sont pas rationnels mais pulsionnels, identitaires jusqu’au désir de bannir, de chosifier ou d'éliminer. Des millions de personnes pensent aujourd’hui qu’il faut faire preuve d’une brutalité extrême à l’égard des précaires et des étrangers. Qu’il vaut mieux montrer les dents que subir la peur. Enfin, nombreux sont ceux qui pensent qu’il y a, depuis la nuit des temps, les puissants et ceux qui sont nés pour les servir. Il existe en France un courant libertarien assez vivace qui amplifie l’idée qu’il n’y a pas d’autre règle valable que la loi de la jungle, la soumission aux forts et l'asservissement des faibles. Faire savoir que le meilleur de l’humain aspire au contraire à la protection des plus fragiles et à l'entraide est un impératif de premier ordre. Les passions exaltées, y compris par nos propres fascinations face à la compétition de haut niveau, alimentent de plus en plus un autre programme, jetant les bases d’une nouvelle forme d’aristocratie, reproduisant de façon plus ou moins exprimée les fondements du darwinisme social : que les meilleurs gagnent.

Réduire les capacité de nuisance de l'actuelle machine économique qui réchauffe la planète et les esprits, signifiera une révolution des rythmes sociaux et la définition d’objectifs humains tournant littéralement le dos à l’accroissement maladif du PIB. Dans le court terme de la Présidentielle de 2027, cela reviendra non seulement à réussir à mobiliser les jeunes qui ne votent pas, mais aussi une partie de tous ceux et celles, qui sont proprement dégoûtés par les spectacles de l’impunité des uns et de l’ultra sévérité pour les autres. Cela reviendra aussi à s'opposer à des foules déboussolées pour qui, puisque les jeux du cirque prévalent, héroïsent les gladiateurs et la toute puissance des Césars.

Plutôt que rejeter en bloc sous forme d'allergie telle ou telle personnalité, il serait bon de discerner parmi les candidatures ce qui pourra faire échec à la politique des phobies.

V**incent Glenn juillet 2026**